

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206412]

12 OCTOBRE 2023. — Décret introduisant des dispositions relatives au traitement des données à caractère personnel dans le cadre des programmes de médecine préventive dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Modifications apportées au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 2. L'article 47/7 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 2 mai 2019 et modifié par le décret du 3 février 2022, est complété par un 21^o rédigé comme suit :

" 21^o le dépistage : l'identification de manière présomptive, à l'aide de tests appliqués de façon systématique et standardisée, des sujets atteints d'une maladie ou d'une anomalie passée jusque-là inaperçue pouvant conduire au développement d'une maladie. "

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article 47/17/1 rédigé comme suit :

" Art. 47/17/1. § 1^{er}. Lorsque le programme de médecine préventive concerne le dépistage d'une maladie ou comprend un volet relatif au dépistage d'une maladie, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage de ce programme est autorisé à procéder au traitement de données à caractère personnel selon les modalités prévues au présent article.

§ 2. Le programme de médecine préventive précise les catégories de personnes concernées par le dépistage, sur la base d'une analyse médicale et économique qui détermine les catégories de personnes pour lesquelles un dépistage systématique se justifie en termes de santé publique.

Pour chacune de ces personnes concernées, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive est autorisé à traiter les données, visées à l'alinéa 3, pour les finalités suivantes :

1^o pour contacter les personnes susceptibles de participer au dépistage dans le cadre du programme de médecine préventive;

2^o pour réaliser, après anonymisation des données, des analyses à des fins statistiques et épidémiologiques, en vue notamment d'évaluer la qualité et l'efficacité du programme de médecine préventive.

Pour chaque programme de médecine préventive de dépistage, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage de ce programme traite les données suivantes :

1^o le numéro d'identification du registre national (NISS);

2^o le nom et les prénoms;

3^o la date de naissance et, si nécessaire pour l'envoi des invitations au dépistage de la maladie visée, le lieu de naissance;

4^o le sexe;

5^o l'adresse de résidence principale;

6^o le cas échéant, l'adresse électronique, lorsque la personne concernée souhaite être contactée par voie électronique;

7^o la date d'envoi de la dernière invitation à participer au dépistage;

8^o le cas échéant, la date du dernier test de dépistage;

9^o le cas échéant, l'indication que la personne est déjà atteinte de la maladie concernée par le dépistage et ne doit plus être invitée à participer à ce dépistage;

10^o le cas échéant, l'indication que la personne a expressément demandé à ne pas être invitée à participer au dépistage.

En vue d'obtenir et de mettre à jour les données reprises à l'alinéa 3, 1^o à 5^o, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive est autorisé à introduire une demande :

1^o auprès du registre national des personnes physiques visé par la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;

2^o auprès de la banque carrefour de la sécurité sociale visée par la loi du

15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque- carrefour de la sécurité sociale.

En cas de discordance entre sexe et sexe biologique, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive peut être contacté par la personne concernée afin d'adapter cette donnée.

Sans préjudice des compétences de l'État fédéral et des autres entités fédérées, en vue d'obtenir et de mettre à jour les données reprises à l'alinéa 3, 9^o, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive est autorisé à introduire une demande et collecter des informations :

1^o auprès du registre des personnes atteintes de la maladie concernée, s'il existe, quelle que soit la personne physique ou morale qui est responsable de la tenue de ce registre;

2^o auprès de tout médecin traitant la personne concernée.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive est autorisé à transmettre les données reprises à l'alinéa 3, 2°, 5° et 6°, au sous-traitant chargé de l'élaboration, la mise en page, l'impression et l'envoi des invitations à participer au dépistage. Ces données doivent être effacées par ce sous-traitant dès qu'il a accompli la mission qui lui a été confiée.

§ 3. Lorsque les personnes concernées par le programme de médecine préventive ont effectivement participé au dépistage, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive traite les données, visées à l'alinéa 2 :

1° pour assurer le suivi médical des résultats des tests de dépistage;

2° pour compléter les données visées au paragraphe 2, alinéa 2, 8° et 9°;

3° pour réaliser, après anonymisation des données, des analyses à des fins statistiques et épidémiologiques, en vue notamment d'évaluer la qualité et l'efficacité du dépistage organisé.

Lorsque les personnes concernées par le programme de médecine préventive ont effectivement participé au dépistage, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive traite les données suivantes :

1° le numéro d'identification du registre national (NISS); 2° le nom et les prénoms;

3° la date de naissance et, si nécessaire pour l'envoi des invitations au dépistage de la maladie visée, le lieu de naissance;

4° le sexe;

5° l'adresse de résidence;

6° le cas échéant, l'adresse électronique, lorsque la personne concernée souhaite être contactée par voie électronique;

7° la date d'envoi de la dernière invitation à participer au dépistage;

8° le cas échéant, la date du dernier test de dépistage;

9° le cas échéant, l'indication que la personne est déjà atteinte de la maladie concernée par le dépistage et ne doit plus être invitée à participer à ce dépistage;

10° le cas échéant, l'indication que la personne a expressément demandé à ne pas être invitée à participer au dépistage;

11° les coordonnées du médecin référent, de l'institution ou du laboratoire qui a procédé au test de dépistage;

12° la date du test de dépistage;

13° le résultat du test de dépistage;

14° lorsqu'un examen complémentaire est prévu par le programme de médecine préventive pour vérifier le résultat du test de dépistage, les coordonnées du médecin référent, de l'institution ou du laboratoire qui a procédé à cet examen complémentaire;

15° lorsqu'un examen complémentaire est prévu par le programme de médecine préventive pour vérifier le résultat du test de dépistage, la date de cet examen complémentaire;

16° lorsqu'un examen complémentaire est prévu par le programme de médecine préventive pour vérifier le résultat du test de dépistage, le résultat de cet examen complémentaire;

17° le numéro de téléphone de la personne dépistée, lorsque celle-ci communique cette donnée;

18° le cas échéant, les coordonnées du médecin généraliste ou du médecin spécialiste traitant désigné par la personne dépistée;

19° le cas échéant, les données de vaccination, lorsqu'une telle vaccination existe pour la maladie concernée par le programme de médecine préventive;

20° la date de première prise en charge à la suite d'un test de dépistage ou d'un examen complémentaire positif.

Le Gouvernement précise les données de vaccination visées à l'alinéa 2, 19°.

En vue d'obtenir et de mettre à jour les données reprises à l'alinéa 2, 1° à 5°, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive est autorisé à introduire une demande :

1° auprès du registre national des personnes physiques visé par la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;

2° auprès de la banque carrefour de la sécurité sociale visée par la loi du

15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque- carrefour de la sécurité sociale.

Sans préjudice des compétences de l'État fédéral et des autres entités fédérées, en vue d'obtenir et de mettre à jour les données reprises à l'alinéa 2, 19° et 20°, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive est autorisé à introduire une demande et collecter des informations :

1° auprès du registre des personnes atteintes de la maladie concernée, s'il existe, quelle que soit la personne physique ou morale qui est responsable de la tenue de ce registre;

2° auprès du registre des vaccinations contre la maladie concernée, s'il existe, quelle que soit la personne physique ou morale qui est responsable de la tenue de ce registre;

3° auprès de tout médecin traitant la personne concernée, dans le respect des articles 36 à 40 de la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive transmet les données reprises à l'alinéa 2, 13° et 16°, à la personne dépistée selon les modalités prévues par le programme de médecine préventive.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive est autorisé à transmettre les données reprises à l'alinéa 2 au médecin visé à l'alinéa 2, 18°, lorsque la personne dépistée a désigné un médecin généraliste ou spécialiste traitant.

Sans préjudice des compétences de l'État fédéral et des autres entités fédérées, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage du programme de médecine préventive est autorisé à transmettre les données reprises à l'alinéa 2 au registre des personnes atteintes de la maladie concernée, s'il existe.

§ 4. Les données visées au paragraphe 2, alinéa 3, sont conservées pendant au minimum trois ans et maximum de quatre ans, à compter du moment où les personnes concernées cessent d'appartenir aux catégories de personnes concernées par le dépistage.

Les données visées au paragraphe 3, alinéa 2, sont conservées pendant au minimum trois ans et maximum de quatre ans après le dernier contact avec la personne concernée à compter du moment où les personnes concernées cessent d'appartenir aux catégories de personnes concernées par le dépistage.

A l'issue du délai de conservation, les données à caractère personnel sont anonymisées.

§ 5. Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage d'un programme de médecine préventive qui concerne le dépistage d'une maladie ou qui comprend un volet relatif au dépistage d'une maladie, est responsable du traitement des données visé au présent article.

§ 6. Lorsque l'agrément du centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage d'un programme de médecine préventive qui concerne le dépistage d'une maladie ou qui comprend un volet relatif au dépistage d'une maladie, est retiré, ce centre d'opérationnalisation en médecine préventive transfère les données visées aux paragraphes 2 et 3 au centre d'opérationnalisation en médecine préventive agréé qui lui succède dans le pilotage de ce programme de médecine préventive, ou, à défaut, à l'Agence. Le Gouvernement détermine les modalités de transfert visées au présent alinéa.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive dont l'agrément est retiré n'est pas autorisé à conserver les données, visées aux paragraphes 2 et 3. "

Art. 4. Dans le même Code, il est inséré un article 47/17/2 rédigé comme suit :

" Art. 47/17/2. Lorsque le programme de médecine préventive comprend un volet de lutte contre une ou plusieurs maladies infectieuses à déclaration obligatoire, et que l'Agence a désigné le centre d'opérationnalisation en médecine préventive chargé du pilotage de ce programme de médecine préventive comme prestataire externe au sens de l'article 47/14, l'Agence peut autoriser ce centre d'opérationnalisation en médecine préventive à importer les données visées à l'article 47/14, § 1^{er}, alinéa 2, dans sa propre base de données. La finalité de cette autorisation est d'optimiser, sécuriser et rationaliser le traitement des données importées pour la réalisation de ce programme de médecine préventive.

L'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} concerne uniquement les données relatives aux maladies infectieuses à déclaration obligatoire concernées par le programme de médecine préventive.

En vue d'obtenir et de mettre à jour les données reprises à l'article 47/14,

§ 1^{er}, alinéa 2, 1^o à 6^o, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive qui a reçu l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} est autorisé à introduire une demande :

1^o auprès du registre national des personnes physiques visé par la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;

2^o auprès de la banque carrefour de la sécurité sociale visée par la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque- carrefour de la sécurité sociale;

3^o auprès de tout autre registre ou banque de données tenu par une administration fédérale, une administration régionale, une administration communautaire, une administration provinciale ou une administration communale.

Par dérogation à l'article 47/14, § 1^{er}, alinéa 7, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive qui reçoit l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} est responsable du traitement des données qu'il importe.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive transfère à l'Agence, selon les modalités déterminées par le Gouvernement ou son délégué, toutes les données qu'il traite en exécution du présent article lorsque :

1^o l'Agence lui retire l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er}; 2^o son agrément lui est retiré. "

CHAPITRE 3. — *Disposition finale*

Art. 5. Le présent décret s'applique :

1^o aux programmes de médecine préventive existants au moment de son entrée en vigueur;

2^o aux programmes de médecine préventive adoptés par le Gouvernement après son entrée en vigueur.

Les dispositions réglementaires des programmes de médecine préventive visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, qui seraient contraires au présent décret, cessent d'être applicables dès l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 12 octobre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1432 (2022-2023) N° 1, 1bis à 4

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 octobre 2023

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206412]

12 OKTOBER 2023. — Decreet tot invoering van bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens in het kader van programma's voor preventieve geneeskunde in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 2. Artikel 47/7 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019 en gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2022, wordt aangevuld met een punt 21° luidend als volgt:

"21° screening: de vermoedelijke identificatie, met behulp van tests die op een systematische en gestandaardiseerde manier worden toegepast, van personen die lijden aan een ziekte of een afwijking die tot de ontwikkeling van een ziekte zou kunnen leiden en die voorheen niet werd opgemerkt.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 47/17/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 47/17/1. § 1. Wanneer het programma voor preventieve geneeskunde betrekking heeft op de screening op een ziekte of een onderdeel omvat dat verband houdt met de screening op een ziekte, is het met de aansturing van dit programma belaste operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde gemachtigd om persoonsgegevens te verwerken overeenkomstig de in dit artikel vastgestelde modaliteiten.

§ 2. Het programma voor preventieve geneeskunde specificeert de categorieën personen waarop de screening betrekking heeft, op basis van een medische en economische analyse die bepaalt voor welke categorieën personen systematische screening vanuit het oogpunt van de volksgezondheid gerechtvaardigd is.

Voor elk van deze betrokkenen is het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van het programma preventieve geneeskunde gemachtigd om de gegevens bedoeld in lid 3 te verwerken voor de volgende doeleinden:

1° om contact op te nemen met personen die kunnen deelnemen aan een screening in het kader van het programma preventieve geneeskunde;

2° om, na anonimisering van de gegevens, analyses uit te voeren voor statistische en epidemiologische doeleinden, met name met het oog op de evaluatie van de kwaliteit en de doeltreffendheid van het programma voor preventieve geneeskunde.

Voor elk screeningprogramma voor preventieve geneeskunde verwerkt het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van het programma, de volgende gegevens:

1° het identificatienummer van het Rijksregister (INSZ);

2° de naam en voornamen;

3° de geboortedatum en, indien nodig voor het verzenden van uitnodigingen voor screening op de ziekte in kwestie, de geboorteplaats;

4° het geslacht;

5° het adres van de hoofdverblijfplaats;

6° in voorkomend geval, het elektronisch adres waar de betrokkene langs elektronische weg gecontacteerd wenst te worden;

7° de datum van de laatste uitnodiging om deel te nemen aan de screening;

8° in voorkomend geval, de datum van de laatste screeningtest;

9° in voorkomend geval, de vermelding dat de betrokkene reeds de ziekte heeft waarop de screening betrekking heeft en niet meer mag worden uitgenodigd om deel te nemen aan deze screening;

10° in voorkomend geval, de vermelding dat de persoon uitdrukkelijk gevraagd heeft niet te worden uitgenodigd om deel te nemen aan de screening.

Met het oog op het verkrijgen en actualiseren van de gegevens, vermeld in het derde lid, 1° tot 5°, is het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde, belast met de aansturing van het programma voor preventieve geneeskunde, gemachtigd een aanvraag in te dienen:

1° uit het Rijksregister van de natuurlijke personen bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

2° bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in de Wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

In geval van discrepantie tussen het geslacht en het biologische geslacht kan de betrokkene zich wenden tot het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde om deze gegevens aan te passen.

Onverminderd de bevoegdheden van de Federale Staat en de andere deelstaten, is het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van het programma preventieve geneeskunde, bevoegd om met het oog op het verkrijgen en actualiseren van de gegevens, vermeld in het derde lid, 9°, een aanvraag in te dienen en gegevens te verzamelen:

1° uit het register van personen die aan de betrokken ziekte lijden, als dat bestaat, ongeacht de natuurlijke of rechtspersoon die het register bijhoudt;

2° bij elke arts die de betrokkene behandelt.

Het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van het programma voor preventieve geneeskunde is gemachtigd om de gegevens bedoeld in paragraaf 3, 2°, 5° en 6° over te maken aan de verwerker die belast is met het redigeren, opmaken, afdrukken, en verzenden van de uitnodigingen tot deelname aan de screening. Deze gegevens moeten door deze verwerker worden gewist zodra hij klaar is met de hem toevertrouwde taak.

§ 3. Wanneer de personen die betrokken zijn bij het programma voor preventieve geneeskunde effectief hebben deelgenomen aan de screening, verwerkt het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van het programma voor preventieve geneeskunde de gegevens bedoeld in het tweede lid:

1° om de medische opvolging van de resultaten van de screeningstests te verzekeren;

2° om de gegevens, vermeld in paragraaf 2, tweede lid, 8° en 9°, in te vullen;

3° om, na anonimisering van de gegevens, analyses uit te voeren voor statistische en epidemiologische doeleinden, in het bijzonder met het oog op de evaluatie van de kwaliteit en de doeltreffendheid van de georganiseerde screening.

Wanneer de personen die betrokken zijn bij het programma voor preventieve geneeskunde effectief hebben deelgenomen aan de screening, verwerkt het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van het programma voor preventieve geneeskunde de volgende gegevens:

1° het identificatienummer van het Rijksregister (INSZ);

2° de naam en voornamen;

3° de geboortedatum en, indien nodig voor het verzenden van uitnodigingen voor screening op de ziekte in kwestie, de geboorteplaats;

4° het geslacht;

5° het adres van de verblijfplaats;

6° in voorkomend geval, het elektronisch adres waar de betrokkene langs elektronische weg gecontacteerd wenst te worden;

7° de datum van de laatste uitnodiging om deel te nemen aan de screening;

8° indien van toepassing, de datum van de laatste screeningtest;

9° in voorkomend geval, een indicatie dat de persoon reeds de ziekte heeft waarop het onderzoek betrekking heeft en niet langer mag worden uitgenodigd om deel te nemen aan deze screening;

10° in voorkomend geval, de vermelding dat de persoon uitdrukkelijk gevraagd heeft niet te worden uitgenodigd om deel te nemen aan de screening;

11° de gegevens van de referentiearts, instelling of laboratorium dat de screeningstest heeft uitgevoerd;

12° de datum van de screentest;

13° het resultaat van de screeningstest;

14° indien een aanvullend onderzoek gepland is door het programma voor preventieve geneeskunde om het resultaat van de screeningstest te verifiëren, de gegevens van de referentiearts, instelling of laboratorium dat het aanvullend onderzoek heeft uitgevoerd;

15° indien een aanvullend onderzoek gepland is door het programma voor preventieve geneeskunde om het resultaat van de screeningstest te verifiëren, de datum van dit aanvullend onderzoek;

16° indien een aanvullend onderzoek gepland is door het programma voor preventieve geneeskunde om het resultaat van de screeningstest te verifiëren, het resultaat van dit aanvullend onderzoek;

17° het telefoonnummer van de gescreende persoon, indien hij deze informatie verschaft;

18° in voorkomend geval, de contactgegevens van de huisarts of specialist die door de gescreende persoon werd aangeduid;

19° voorkomend geval, de vaccinatiegegevens, indien dergelijke vaccinatie bestaat voor de ziekte waarop het preventieve geneeskundeprogramma betrekking heeft;

20° de datum van de eerste behandeling na een positieve screeningstest of aanvullend onderzoek.

De Regering specificeert de vaccinatiegegevens, vermeld in paragraaf 2, 19°.

Met het oog op het verkrijgen en actualiseren van de gegevens, vermeld in het tweede lid, 1° tot 5°, is het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde, belast met de aansturing van het programma preventieve geneeskunde, gemachtigd een aanvraag in te dienen:

1° uit het Rijksregister van de natuurlijke personen bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

2° bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in de Wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Onverminderd de bevoegdheden van de Federale Staat en de andere deelstaten, is het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde, belast met de aansturing van het programma voor preventieve geneeskunde, bevoegd om met het oog op het verkrijgen en het actualiseren van de gegevens, vermeld in het tweede lid, 1^o en 2^o, een aanvraag in te dienen en gegevens te verzamelen:

1^o uit het register van personen die aan de betrokken ziekte lijden, als dat bestaat, ongeacht de natuurlijke of rechtspersoon die het register bijhoudt;

2^o uit het register van inentingingen tegen de betrokken ziekte, als dat bestaat, ongeacht de natuurlijke of rechtspersoon die het register bijhoudt;

3^o van elke arts die de betrokkene behandelt, met inachtneming van de artikelen 36 tot 40 van de wet van 22 april 2019 inzake de kwaliteitsvolle praktijkvoering in de gezondheidszorg.

Het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van het programma voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van het programma preventieve geneeskunde stuurt de gegevens, vermeld in paragraaf 2, 13^o en 16^o, door naar de gescreende persoon volgens de modaliteiten vastgelegd in het programma voor preventieve geneeskunde.

Het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde belast met de aansturing van het programma preventieve geneeskunde is bevoegd om de gegevens, vermeld in het tweede lid, door te geven aan de arts, vermeld in het tweede lid, 18^o, indien de gescreende persoon een huisarts of specialist heeft aangeduid als zijn behandelende arts.

Onverminderd de bevoegdheden van de Federale Staat en de andere deelstaten, is het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde, belast met de aansturing van het programma voor preventieve geneeskunde, gemachtigd om de in lid 2 bedoelde gegevens door te sturen naar het register van personen die aan de betrokken ziekte lijden, indien een dergelijk register bestaat.

§ 4. De in paragraaf 2, derde lid, bedoelde gegevens worden bewaard gedurende ten minste drie jaar en ten hoogste vier jaar vanaf het tijdstip waarop de betrokken personen niet langer behoren tot de categorieën personen waarop de screening betrekking heeft.

De in paragraaf 3, tweede lid, bedoelde gegevens worden bewaard gedurende ten minste drie jaar en ten hoogste vier jaar na het laatste contact met de betrokkene, vanaf het moment waarop de betrokkenen niet langer behoren tot de categorieën personen waarop de screening betrekking heeft.

Aan het einde van de bewaarperiode worden de persoonlijke gegevens geanonimiseerd.

§ 5. Het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van een programma voor preventieve geneeskunde dat betrekking heeft op de screening op een ziekte of dat een onderdeel bevat dat betrekking heeft op de screening op een ziekte, is verantwoordelijk voor de gegevensverwerking bedoeld in dit artikel.

§ 6. Wanneer de erkenning van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde belast met de aansturing een programma voor preventieve geneeskunde dat betrekking heeft op de screening op een ziekte of dat een onderdeel bevat dat betrekking heeft op de screening op een ziekte, wordt ingetrokken, draagt dit operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde de gegevens bedoeld in de paragrafen 2 en 3 over aan het erkende operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat het opvolgt in het beheer van dit programma voor preventieve geneeskunde of, bij gebrek daaraan, aan het Agentschap. De Regering bepaalt de in dit lid bedoelde overdrachtsregelingen.

Het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde waarvan de erkenning is ingetrokken, mag de in de paragrafen 2 en 3 bedoelde gegevens niet bewaren.”.

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 47/17/2 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 47/17/2. Wanneer het programma voor preventieve geneeskunde een onderdeel omvat ter bestrijding van een of meerdere meldingsplichtige infectieziekten en het Agentschap het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat belast is met de aansturing van dit programma voor preventieve geneeskunde heeft aangewezen als externe dienstverlener in de zin van artikel 47/14, kan het Agentschap dit operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde toestemming verlenen om de in artikel 47/14, § 1, lid 2, bedoelde gegevens in zijn eigen databank in te voeren. Deze machtiging heeft tot doel de verwerking van de ingevoerde gegevens ten behoeve van dit programma voor preventieve geneesmiddelen te optimaliseren, te beveiligen en te rationaliseren.

De in lid 1 bedoelde machtiging betreft enkel gegevens met betrekking tot infectieziekten waarvoor een aangifteplicht bestaat en die onder het programma voor preventieve geneeskunde vallen.

Met het oog op het verkrijgen en het bijwerken van de gegevens bedoeld in artikel 47/14, § 1, tweede lid, 1^o tot 6^o, is het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat de machtiging bedoeld in het eerste lid heeft verkregen, gemachtigd een aanvraag in te dienen:

1^o uit het Rijksregister van de natuurlijke personen bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

2^o bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in de Wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

3^o uit elk ander register of gegevensbank bijgehouden door een federale administratie, een gewestelijke administratie, een gemeenschapsadministratie, een provinciale administratie of een gemeentelijke administratie.

In afwijking van artikel 47/14, § 1, zevende lid, is het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat de machtiging bedoeld in het eerste lid ontvangt, belast met de verwerking van de gegevens die het invoert.

Het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde draagt alle gegevens die het overeenkomstig dit artikel verwerkt, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering of haar afgevaardigde over aan het Agentschap, wanneer:

1^o het Agentschap de in lid 1 bedoelde toestemming intrekt; 2^o zijn erkenning wordt ingetrokken.”.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 5. Dit decreet is van toepassing:

1^o de programma's voor preventieve geneeskunde die bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit;

2° op de programma's voor preventieve geneeskunde die door de Regering worden aangenomen na de inwerkingtreding ervan.

De reglementaire bepalingen van de programma's voor preventieve geneeskunde bedoeld in lid 1, 1°, die strijdig zijn met dit decreet, houden op van toepassing te zijn vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 oktober 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling,
Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Waals Parlement, 1432 (2022-2023) Nrs 1, 1bis tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 11 oktober 2023.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206329]

12 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités relatives à la fin de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} octobre 2020 relatif à la fin de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau et à l'octroi de primes pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'électricité au moyen de sources d'énergie renouvelable, article 2, alinéa 3 ;

Vu le rapport du 23 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 74.413/4 du Conseil d'État, donné le 27 septembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne pour l'énergie du 6 juillet 2023;

Considérant l'avis du pôle « Energie » du 17 juillet 2023;

Considérant l'avis des gestionnaires du réseau de distribution de l'électricité;

Considérant l'avis de la FEBEG du 20 juillet 2023;

Considérant que la fin de la compensation induit le placement d'un compteur double flux.

Considérant la nécessité de préserver les droits acquis des prosumers;

Considérant que permettre une ou plusieurs modifications/extensions qui cumulativement n'excèdent pas une augmentation de la puissance nette développable de plus d'1 KW tout en restant globalement inférieure à 10 KW est une mesure proportionnée;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La date de mise en service de l'installation de production d'électricité renouvelable d'une puissance nette développable inférieure ou égale à 10 kW, telle que visée à l'article 2 du décret du 1^{er} octobre 2020 relatif à la fin de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau et à l'octroi de primes pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'électricité au moyen de sources d'énergie renouvelable, correspond à la date de visite attestant de la conformité de l'installation visée au chapitre 6.4 du livre I sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 établissant le Livre 1 sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension, le Livre 2 sur les installations électriques à haute tension et le Livre 3 sur les installations pour le transport et la distribution de l'énergie électrique.